ASSEMBLÉE NATIONALE

13 mars 2025

SORTIR LA FRANCE DU PIÈGE DU NARCOTRAFFIC - (N° 1043)

Commission	
Gouvernement	

Non soutenu

AMENDEMENT

N° 143

présenté par

Mme Tabarot, M. Di Filippo, Mme Bazin-Malgras, M. Rolland, M. Ray, M. Thiériot, M. Le Fur,
Mme Blin, M. Gosselin, M. Brigand, M. Hetzel, M. Bony, Mme Alexandra Martin,
M. Fabrice Brun, M. Dive, M. Cordier et Mme Sylvie Bonnet

ARTICLE ADDITIONNEL**APRÈS L'ARTICLE 24, insérer l'article suivant:**

Après l'article L. 442-4-2 du code de la construction et de l'habitation, il est inséré un article L. 442-4-4 ainsi rédigé :

« Art. L. 442-4-4. – Le contrat de location des logements sociaux mentionnés à l'article L. 441-1 du code de la construction et de l'habitation est résilié de plein droit lorsque le locataire ou l'un des occupants du logement a fait l'objet d'une condamnation définitive au titre de l'une des infractions prévues aux articles 222-34 à 222-40 du code pénal concernant des faits qui se sont produits dans le logement ou aux abords de ce dernier.

« Le bailleur, le représentant de l'État dans le département et le maire de la commune où se situe le logement concerné sont informés de la condamnation selon des modalités définies par décret ».

EXPOSÉ SOMMAIRE

L'article 24 de cette proposition de loi renforce les moyens de lutte contre les troubles à l'ordre public générés par le narcotrafic avec la possibilité donnée au Préfet, d'une part, de prononcer des interdictions de paraître dans certains lieux et, d'autre part, d'enjoindre au bailleur de saisir la justice aux fins de résiliation du bail du locataire lorsque le logement ou ses abords sont utilisés pour le trafic de stupéfiants.

Ces mesures intervenant en amont d'une éventuelle sanction, le présent amendement vise à les compléter en prévoyant une résiliation de plein droit du bail locatif d'un logement social lorsque le

titulaire du bail ou l'un des occupants du logement fait l'objet d'une condamnation définitive liée à un trafic de drogue.